

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
Cellule Environnement SUD  
2 rue Jean Richepin - BP 60079 - 66050 Perpignan Cedex

Perpignan, le 14/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SCAV Les Vignerons des Côtes d'Agly**

Ancienne route de Maury  
66310 Estagel

Références : 2025 – 083 – PR/EX  
Code AIOT : 0006601410

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2025 dans l'établissement SCAV Les Vignerons des Côtes d'Agly implanté Ancienne route de Maury 66310 Estagel. L'inspection a été annoncée le 17/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite de 3 ans pour ce site.

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation "ICPE".

En application des articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement l'objet du présent rapport est d'informer la préfecture des constats relevés et de proposer les suites à donner à cette inspection. Une copie du rapport doit par ailleurs être transmise à l'exploitant qui peut faire part de ses observations à l'autorité administrative.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCAV Les Vignerons des Côtes d'Agly
- Ancienne route de Maury 66310 Estagel
- Code AIOT : 0006601410
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

### Historique Industriel:

Historiquement, la cave coopérative d'Estagel exploitée par la Société Coopérative Vinicole (SCV) Les Vignerons des Côtes d'Agly, est autorisée par arrêté préfectoral n°2698/97 du 07/08/1997 à créer une unité de traitement des effluents.

Cette cave est le fruit de la fusion des caves de Montner en 1997, de Caudiès-de-Fenouillèdes en 2002, de Saint-Paul-de-Fenouillet en 2003, de Lesquerde en 2012 et Saleilles en 2019. Seul le site d'Estagel réalise la vinification. L'exploitant organise 2 sites d'apport lors des vendanges, aux caves de Saint-Paul-de-Fenouillet (puis transport en polybenne à Estagel) et d'Estagel.

Les installations autorisées sont implantées sur les parcelles cadastrées sous les numéros suivants :

- Cave et ses annexes: A n°1383 et B n°435-436-437-439-3485-3541-3810-3936
- Unité de traitement: A n°642-643

Après remembrement cadastral, les installations sont implantées sur les parcelles suivantes :

- Cave et ses annexes: A B n°102-29-30
- Unité de traitement: AB n°34

### Cave viticole :

La cave historique datant de 1910 et correspondant à l'actuelle parcelle n°149 a été vendue au conseil départemental et détruite pour la réalisation du contournement routier d'Estagel. La cave exploitée sur la parcelle n°102 a été construite en 1921 puis modifiée dans les années 30. Les cuves du bâtiment construit en 1966 situé sur la parcelle n°29, ont été détruites pour aménager le stockage de la SCV.

### Cave :

La cave dispose d'une capacité de production de 57.000 hl. Les toitures sont équipées de panneaux photovoltaïques. Les bureaux sont raccordés au réseau public d'adduction d'eau potable. Le réseau interne des bâtiments techniques n'est pas connecté au réseau public. Il est alimenté par 2 puits privés situés dans des jardins en rive droite de l'Agly. La profondeur de ces puits semble inférieure à 10 mètres et le niveau statique de l'eau proche de 2 mètres. La canalisation d'eau traverse l'Agly et alimente par écoulement une cuve tampon permettant une disconnection physique entre le prélèvement et la cave. L'eau à usage agro-alimentaire est traitée avec des pastilles de chlore. Cette eau est distribuée dans la cave (lavage des sols, des cuves et des appareils). La cave fait analyser l'eau 3 fois par an.

### Unité de traitement :

Le traitement des effluents est réalisé par évaporation forcée. Le bassin constitué d'une bâche et d'un fond bétonné, est équipé de 14 panneaux de type Nucléos. Ces panneaux d'évaporation sont nettoyés régulièrement par les salariés de la cave. Le bassin est curé une fois par an (50 à 100 m<sup>3</sup>) par la société Soucas/SITA/Sra Savac qui évacue les boues. La cave ne pratique pas l'épandage. Les terres de filtration et les rafles sont livrées à la société Grap'Sud. La cave ne traite pas les effluents des caves particulières.

### TAR :

La tour aéro-réfrigérante (TAR) a été mise en place en 2007. Elle ne fonctionne qu'un mois par an dans le processus de thermo-vinification en août/septembre. Pas de mise en exploitation depuis 2021.

### Historique administratif :

- Arrêté préfectoral n°2698/97 du 07/08/1997 portant autorisation de création et d'exploitation d'une unité de traitement d'effluents. Il s'agit de l'acte de référence.
- Récépissé de déclaration n°197/07 du 05/10/2007 pour l'exploitation d'une tour aéroréfrigérante (TAR) sous la rubrique 2921-1b.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

De manière générale, malgré la mise au chômage partiel des installations, l'inspection a constaté que la coopérative maintient le site en bon état, tant sur le plan administratif que technique.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	ENTRETIEN ET VÉRIFICATION DES APPAREILS DE CONTRÔLE	Arrêté Préfectoral du 07/08/1997, article 2.1.6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	SITUATION ADMINISTRATIVE	Arrêté Préfectoral du 07/08/1997, article 8
3	L'ORGANISATION DE LA SÉCURITÉ ET DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	Arrêté Préfectoral du 07/08/1997, article 2.2.1
4	CONSOMMATION	Arrêté Préfectoral du 07/08/1997, article 3.1
5	TRAITEMENT DES EAUX INDUSTRIELLES	Arrêté Préfectoral du 07/08/1997, article 3.5.1
6	ENTRETIEN DES RÉSEAUX ET BASSINS	Arrêté Préfectoral du 07/08/1997, article 3.5.2
7	PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION	Arrêté Préfectoral du 07/08/1997, article 7.3.1
8	MATÉRIEL ÉLECTRIQUE	Arrêté Préfectoral du 07/08/1997, article 7.3.4
9	TAR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Concernant le résultat de la visite, un seul fait « avec suite administrative » a été relevé et récapitulé dans le tableau des points de contrôle. L'inspection propose à la préfecture d'adresser une lettre de suite administrative demandant à l'exploitant, sous un délai de 3 mois, de présenter les mesures mises en place pour répondre à l'écart relevé, en retournant à l'inspection les fiches de constats dûment complétées pour la partie concernée, accompagnées des justificatifs permettant de lever cet écart.

**2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : SITUATION ADMINISTRATIVE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/1997, article 8
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>8.2. CESSATION D'ACTIVITÉ</b> L'autorisation cesse de produire effet au cas où les installations ne sont pas exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure. En cas de cessation d'activité, l'exploitant en informera M. le Préfet, au minimum un mois avant cette cessation [...]. Il doit par ailleurs, remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun dangers ou inconvénients [...]. <b>8.3. TRANSFERT- CHANGEMENT D'EXPLOITANT</b> En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au Préfet, dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. <b>8.4. MODIFICATIONS</b> Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b> Depuis la réorganisation de la coopérative qui a débuté en 2023, la cave regroupe une quarantaine de vignerons qui œuvrent sur environ 160 ha de vignes. En parallèle, la crise de sécheresse engendre une très faible production moyenne de 3.000 hl/an, soit un peu moins de 20 hl/ha. La réorganisation de la coopérative a modifié les statuts homologués par arrêté ministériel, passant du type 1 en 2023 (sociétés coopératives agricoles ayant pour objet la production, la collecte et la vente de produits agricoles) au type 6 en 2024 (sociétés coopératives agricoles ayant des activités de fourniture de services). Ainsi, les vendanges et la vinification ont été opérées par la cave de Rasiguère afin de limiter les coûts d'exploitation de la cave. La déclaration de production auprès des Douanes reste au nom de la coopérative. À ce jour, la coopérative étudie les possibilités de fusion dans un objectif de maintien de l'outil de production. La situation géographique de la cave permet la production de vin sous appellations. En l'absence de vendange et de vinification, la cave est en « sommeil » et la coopérative poursuit toutefois un niveau d'entretien courant et de suivi des installations. L'inspection a rappelé en séance les dispositions réglementaires en cas de cessation, transfert ou modification de site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : ENTRETIEN ET VÉRIFICATION DES APPAREILS DE CONTRÔLE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/1997, article 2.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Appareils
<b>Prescription contrôlée :</b> Les appareils de mesures, d'enregistrement et de contrôle doivent être surveillés et entretenus de façon à les maintenir, en permanence, en bon état de fonctionnement.
<b>Constats :</b> La cave dispose pour son exploitation des principaux appareils de mesures, d'enregistrement et de

contrôle suivants :

- compteur d'adduction d'eau ;
- compteur de sorti d'effluents.

À noter l'utilisation saisonnière de la TAR, qui ne fonctionne qu'une fois par an si nécessaire et dont les appareils sont à l'arrêt depuis 2021.

Pour le compteur d'eau, l'agence de l'eau demande un renouvellement de l'appareil de mesure tous les 9 ans (coût moyen de 500€), ainsi qu'une vérification préconisée tous les 7 ans (coût moyen de 1 000€).

La coopérative a mandaté l'organisme Apave pour une vérification. Le rapport du 06/03/23 présente l'essai comparatif réalisé entre le dispositif de comptage du site et un débitmètre portable ultrasons en aval. Il conclut à un écart de 1,6 %, soit inférieur à 5 % qui considère le compteur fiable.

L'exploitant a néanmoins changé le compteur le 8/11/23 par la société Robinetterie Industrielle.

Concernant le compteur d'effluents, le registre de suivi présente des écarts aléatoires entre la consommation d'eau et les rejets d'effluents vers le bassin d'évaporation. Ces écarts se confirment sur le registre de 2024 et 2025.

La faible quantité d'effluents produits en l'absence de vendange et de vinification, engendre la présence de boues séchées qui entraînerait une dérive du compteur. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer le type de compteur employé (compteurs de cycles pour pompes à membranes, compteur électromagnétique, etc) qui nécessitent suivant le modèle, un entretien ou un recalibrage.

Enfin, l'inspection a rappelé la nécessité d'analyser les volumes d'eau entrant et les volumes d'effluents traités, lors de la consignation sur le registre.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La coopérative doit :

- analyser les volumes d'eau entrant et les volumes d'effluents traités consignés sur le registre, afin d'identifier d'éventuelles anomalies ;
- s'assurer de l'entretien ou du recalibrage du compteur d'effluent, avec le cas échéant son remplacement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

### **N° 3 : L'ORGANISATION DE LA SÉCURITÉ ET DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/08/1997, article 2.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Organisation

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

#### **Constats :**

La réorganisation de la coopérative a engendré un renouvellement de personnel. À ce jour, l'exploitation de la cave est réalisée sous la surveillance de deux cavistes, qui maintiennent une activité minimum et l'entretien courant des installations.

A noter qu'en application de l'article 2.1.3 de l'arrêté préfectoral, l'accès aux installations est

contrôlé durant les heures d'activité. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : CONSOMMATION

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/1997, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau.
<b>Constats :</b> La coopérative a présenté le registre de consommation sur lequel est consigné le relevé du compteur. En l'absence de vendange, les mesures de consommation d'eau sont relevés uniquement mensuellement. Depuis l'arrêt des vendanges et de la vinification, la cave a prélevé 1 031 m <sup>3</sup> en 2023 et 1 125 m <sup>3</sup> en 2024. Ce registre est transmis à l'agence de l'eau. Par ailleurs, l'eau prélevée dans un puits est collectée dans une cuve tampon permettant une disconnection physique par fil d'air.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : TRAITEMENT DES EAUX INDUSTRIELLES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/1997, article 3.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fonctionnement
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de traitement doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.
<b>Constats :</b> Le post de pré-traitement dispose d'un signal lumineux au niveau du dégrilleur, qui alerte le caviste lors de dysfonctionnement. Deux pompes de refoulement fonctionnent en relai permettant de réduire à leur minimum la durée d'indisponibilité de l'unité de traitement. La coopérative dispose également de pompes de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : ENTRETIEN DES RÉSEAUX ET BASSINS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/1997, article 3.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> Le bon état de l'ensemble des installations de collecte, de traitement, de stockage des eaux est vérifié périodiquement afin qu'elles puissent garder leurs pleines utilisations.
<b>Constats :</b> L'entretien courant de la cave est maintenu par les cavistes.

<p>Une vérification du réseau de collecte des effluents est réalisée périodiquement pour la zone dédiée à la préparation du vin.</p> <p>Le contrôle complet des canalisations enterrées a été réalisé par passage d'une caméra par la société Subreseaux en 2019. Sur la zone de stockage des vins (vieillissement), le réseau de collecte aérien de la cave présente des aspérités. La coopérative emploie une pompe mobile afin de transférer les effluents dans la partie du réseau qui présente l'étanchéité requise.</p> <p>Ces dernières années, le faible volume d'effluent émis n'a pas nécessité l'emploi de l'aérateur du bassin et des panneaux nucléos. Ces installations sont au chômage. Le registre de suivi indique que le curage du fond de bassin a été opéré en juillet 2023, profitant de l'absence de vinification et de la sécheresse.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a vérifié par sondage les abords du bassin. La clôture et le débroussaillage n'appellent pas d'observations particulières. L'échelle limnimétrique affiche un mètre de hauteur d'effluent. Cette retenue n'engendre aucune odeur particulière.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/1997, article 7.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.</p> <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés périodiquement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté le registre de sécurité justifiant du bon état et des vérifications des moyens de secours contre l'incendie par la société AZ Incendie, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'inventaire des extincteurs le 11/09/24 (référentiel I4 NF 285) et vérification le 14/09/24 ;</li> <li>• la vérification du désenfumage le 11/09/2024.</li> </ul> <p>Il présente également de PV de vérification du poteau incendie situé au droit de la cave le 14/04/2025 par le SDIS (84 m³/h à 1 bar et pression statique 2,8 bars).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : MATÉRIEL ÉLECTRIQUE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/1997, article 7.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques doivent être réalisées conformément aux règles de l'art [...]. Elles doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté en séance les rapports de l'APAVE du 07/05/25 suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le rapport de vérification des installations électriques présentant aucune non-conformité ;</li> <li>- l'évaluation Q18 confirmant l'absence de danger constaté.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 9 : TAR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'arrêt
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>c)</b> Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>- procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ;</li><li>- procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation :<ul style="list-style-type: none"><li>- suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ;</li><li>- en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ;</li><li>- en cas de fonctionnement saisonnier (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ;</li><li>- suite à un arrêt prolongé complet ;</li><li>- suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant survenir sur l'installation ;</li><li>- autres cas de figure propre à l'installation.</li></ul></li></ul> <p>Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service et de l'état de propreté de l'installation.</p> <p>Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en Legionella pneumophila est réalisée.</p>
<b>Constats :</b> <p>La tour aéroréfrigérante (TAR) est un chômage depuis 2021. En l'absence d'exploitation, l'inspection a consulté le contenu de la consigne de mise à l'arrêt (P09 : procédure de nettoyage détartrage et désinfection en fin saison) et le dernier renseignement du carnet de suivi (procédure d'arrêt en date du 11/10/2021).</p> <p>Depuis la réorganisation de la coopérative et le renouvellement du personnel, M. BONNET Jean-Paul est en charge de la TAR. L'exploitant a présenté le certificat de réalisation de formation initiale « gestion et risque de prolifération de légionelles sur TAR » en date du 30/06/22.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite